

Questions orales

LES PARTIS POLITIQUES

LES LUTTES ÉLECTORALES À TORONTO—LA DÉCLARATION
ATTRIBUÉE AU MINISTRE DES FINANCES

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais en revenir au véritable débat et poser une question au premier ministre. Son ministre des Finances aurait également dit dans cette fameuse entrevue: «Les luttes électorales que nous livrons à Toronto consistent à combattre l'idée que si les Italiens votent pour les conservateurs ils seront renvoyés en Italie». En tant que Canadien d'origine italienne, j'ai été profondément insulté par les remarques du ministre qui sont un affront à l'intelligence et à l'intégrité de cette collectivité fière et travailleuse. *Questo governo è propio ignorante!*

Le premier ministre peut-il fournir à la Chambre des preuves qui appuieraient cette allégation pour le moins déroutante et partage-t-il l'opinion de son ministre au sujet de l'idée que les Italiens se feraient du système politique canadien?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de ses observations. En ce qui me concerne je suis honoré, de même que mon parti, de l'appui que nous avons reçu de la collectivité italienne du Canada, une collectivité qui a contribué de façon remarquable à notre vie nationale. Nous sommes profondément honorés de l'appui accru que nous recevons de cette collectivité.

Au cours des campagnes électorales, il arrive de temps à autre que le parti libéral utilise certaines tactiques. Je ne pense pas que vous n'en ayez jamais eu connaissance. En fait, le député assis juste à côté de vous est allé à Québec pour dire que Brian Mulroney était à la tête d'un parti d'Orangistes.

● (1150)

Une voix: C'est vrai.

M. Mulroney: Il dit que c'est vrai. En fait, je suis le chef des Orangistes, des Chevaliers de Colomb...

[Français]

... la Chambre de commerce, les Chevaliers de Colomb, les Dames de Sainte-Anne, les Filles d'Isabelle...

[Traduction]

... et des Italiens.

M. Marchi: C'est exactement pour des déclarations comme celles-là que votre parti n'a pas l'appui de la communauté italienne et ne l'aura jamais.

M. le Président: A l'ordre. Je ne sais pas ce qui se passe aujourd'hui. La situation se détériore. Le mercredi devient comme le vendredi et le vendredi comme le mardi.

Une question supplémentaire.

ON DEMANDE DES EXCUSES

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire est tout à fait sérieuse et j'espère une réponse. Étant donné la nature insultante et méprisante de la déclaration du ministre des Finances, le premier ministre, en tant que chef du gouvernement et du ministre des Finances, fera-t-il des excuses formelles à la communauté italienne du

Canada? Le fera-t-il pour montrer qu'on peut croire dans ce qu'il a dit?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je peux dire à mon honorable collègue que mon parti et moi-même sommes ravis et honorés de l'appui croissant que nous recevons de la communauté italienne du Canada qui ont tout fait pour construire un Canada magnifique. La seule déclaration raciste et malheureuse a été faite par le député...

M. Marchi: Répondez à la question.

M. Mulroney: ... qui a essayé de réintroduire un vieil épouvantail dans la politique canadienne. C'est pour cette raison que le parti libéral a été si clairement rejeté par tout le pays. Voilà la raison.

M. le Président: Le député d'Essex-Windsor.

M. Beatty: Est-ce que tous les autres députés peuvent s'en aller chez eux, monsieur le Président?

Des voix: Oh, oh!

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES PROGRAMMES SOCIAUX POUR LES PERSONNES À REVENU
MOYEN—LES PROPOS ATTRIBUÉS AU MINISTRE DES FINANCES

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle est très grave et elle me tient particulièrement à cœur. Le premier ministre affirme-t-il que le ministre des Finances est dans l'erreur lorsqu'il prétend que nous ne pouvons nous permettre d'offrir des programmes sociaux aux Canadiens à revenu moyen?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): J'affirme que le ministre des Finances n'a jamais déclaré cela.

M. Deans: Il l'a fait.

M. Mulroney: Je dis simplement...

M. Deans: Pourquoi ne répondez-vous pas à la question? C'est bien ce qu'il a dit.

M. Mulroney: J'invite mon honorable collègue d'Hamilton Mountain...

M. Deans: Vous ne vous en tirez pas comme cela.

M. Mulroney: ... à conserver ses énergies pour Noël. Ça s'en vient.

M. Deans: Allez-vous permettre Noël cette année, monsieur?

M. Mulroney: Tout ce que je dis à mon honorable collègue qui, depuis son entrée à la Chambre, fait preuve d'un esprit d'initiative qui fait défaut aux députés de son parti assis sur les premières banquettes, c'est qu'il doit se rendre compte que cette déclaration doit être prise dans son contexte. Je suis persuadé qu'une lecture attentive de cette déclaration montrera que le ministre essayait, en fait, de lancer un débat sérieux sur une importante question.